
28^{ème} Conseil des ministres de la COI

Une feuille de route ambitieuse pour le Secrétariat général

Le Conseil de la COI a donné le feu vert à la feuille de route présentée par le Secrétaire général Jean Claude de l'Estrac, pour les prochaines années, en adoptant une vingtaine de décisions clefs qui vont selon lui donner un nouveau visage à la région, en faisant de « l'Indianocéanie le socle et le tremplin de son avenir ». Le Conseil a approuvé le plan de développement stratégique et les priorités affichées pour les prochaines années : l'amélioration de la connectivité maritime, aérienne, numérique entre les îles de la COI, le renforcement de la sécurité alimentaire en faisant de Madagascar le grenier de la région et le lancement d'une future chaîne de télévision régionale. Le budget annuel de fonctionnement a été approuvé, ainsi que le rapport d'activités du Secrétaire général.

Le président des Seychelles a ouvert les travaux du Conseil en évoquant, quelques semaines après la célébration du 30^{ème} anniversaire de la COI, une étape charnière. Les membres du Conseil de la COI doivent prendre les décisions qui s'imposent pour « écrire un nouveau chapitre » de l'histoire commune. « Nous sentons bien au plus profond de nous-mêmes la nécessité d'un nouvel élan, d'une nouvelle impulsion, si nous voulons que la COI soit à l'avant-garde sur un certain nombre de dossiers. Je pense en particulier aux énergies renouvelables, au tourisme, à la connectivité maritime et aérienne, et surtout à l'économie bleue, cette immense ressource qui nous entoure... Nous devons intensifier les efforts afin que la jeunesse de nos îles vive ardemment cette expérience indianocéanique, à travers non seulement de nouveaux projets, mais aussi par le biais de l'espace que nous devons créer pour les échanges d'idées et d'expériences. Connecter la jeunesse de nos îles, c'est aussi connecter l'avenir commun de nos îles ».

Le dynamisme de la présidence seychelloise du Conseil de la COI a été souligné à maintes reprises au cours des nombreuses interventions. Dynamisme pour accélérer le processus de sortie de crise à Madagascar, « détermination et rôle central dans la lutte contre le fléau de la piraterie en partenariat avec les pays de la région et la communauté internationale », souligné dans son discours par le chef de la diplomatie mauricienne Arvin Boolell. D'autres avancées notables ont été mises à l'actif de la présidence seychelloise par les différents intervenants, la réunion ministérielle du tourisme qui s'est tenue à La Réunion en novembre dernier, la défense des intérêts insulaires pour faire de la COI le chef de file des petits Etats insulaires en développement et l'obtention du statut d'observateur auprès de l'Union africaine.

Le dossier malgache a occupé la première place de ces travaux. La décision du Président de la Transition à Madagascar, M. Andry Rajoelina, de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle, prévue le 8 mai 2013, a été saluée à l'unanimité par le Conseil. Le chef de la diplomatie malgache a remercié la COI pour le rôle politique et diplomatique qu'elle n'a cessé d'assumer dans la recherche d'une solution appropriée à la crise politique qui affecte Madagascar depuis 2009. « Nous ne saurions, à ce sujet, faire abstraction du soutien très actif qu'elle a apporté à la médiation entre le Président de la Transition, M. Andry Nirina Rajoelina et l'ancien Président Marc Ravalomanana, organisée sous l'égide de la Troïka de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) sur l'île Desroches, ici aux Seychelles en 2012. »

Dans son discours, Alessandro Mariani, a annoncé que l'Union européenne qu'il représente vient de signer le 15 janvier dernier « un accord de financement avec le PNUD d'un montant de 11,9 millions d'euros pour épauler politiquement et financièrement le processus électoral en cours ». Cette aide

s'ajoute au million de dollars US que la COI s'apprête à verser, avec le soutien financier de Maurice (0,5 MUS\$), de l'Australie (0,3MUS\$) et de la France (0,2MUS\$).

Le Conseil de la COI a décidé aussi d'ouvrir très rapidement un Bureau de liaison à Madagascar pour assurer une permanence sur place. Les Seychelles ont désigné à la tête de ce bureau Claude Morel, diplomate actuellement en poste en Afrique du Sud. Par ailleurs, pour attirer les investisseurs et accélérer la reprise économique à Madagascar, les membres du Conseil ont entériné la décision d'organiser très prochainement à Majunga la table ronde des investisseurs sur le thème de la sécurité alimentaire.

Comme l'a souligné le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, ce Conseil représente un tournant dans l'histoire de la COI : d'abord par l'ampleur et la portée des décisions prises. Didier Robert, président du Conseil régional de La Réunion, a adressé ses vœux de réussite à l'endroit de Monsieur Jean Claude de l'Estrac. « J'ai pu mesurer, Monsieur le Secrétaire général, combien nous partageons la même approche sur les enjeux et sur les perspectives de développement de nos îles. Et j'apprécie l'énergie visionnaire que vous déployez au service de la COI ».

Ce Conseil marque aussi une étape importante, par l'importance des nouveaux accords signés en fin de journée : 15 millions d'euros signés avec l'Union européenne pour un programme crucial de préservation de la biodiversité, 500 000 \$ de l'Australie pour, à la fois appuyer le processus électoral de sortie de crise à Madagascar et soutenir des actions concrètes d'aménagement du territoire aux Comores et à Madagascar dans le cadre du projet Risques naturels de la COI. Et 100 000 dollars de la Chine pour soutenir la construction institutionnelle de la COI et la coopération entre ses Etats membres.

Ce Conseil innove aussi par son ouverture exceptionnelle aux partenaires du développement. Leur représentation à un haut niveau est une première. Jusque-là, le partenaire principal de la COI, l'UE, prenait la parole, au nom de l'ensemble des partenaires. Aujourd'hui, ce sont pas moins de sept partenaires du développement qui sont intervenus en première partie du Conseil de la COI (voir discours des intervenants en annexes) : les représentants de l'Union européenne (Alessandro Mariani), de l'Agence française de développement (Laurence Breton-Moyet), de la Banque africaine de développement (Gabriel Negatu), du COMESA (M. Sindiso Ngwenya), de l'Australie (Richard Marles, Australian Parliamentary secretary for Pacific Islands), de l'Inde (Charanjeet Lal, acting high Commissioner, High Commission of India, intervenant au nom de l'IOR-ARC) et du réseau mondial des femmes chefs d'entreprises (Laura Gucci). M. Mariani a souligné qu'avec tous les projets en cours et à venir, c'est un portefeuille de plus de 100 millions d'euros de financements mis à la disposition de la COI, ce qui est « de loin le plus important jamais géré par la Commission de l'océan Indien ».

Laurence Breton-Moyet, directrice de l'AFD a rappelé les 10 millions d'euros accordés à la COI et assuré que cet appui se poursuivra non seulement dans le domaine des biens publics régionaux, mais aussi dans le domaine de l'intégration économique et commerciale, à travers un appui ciblé au secteur privé.

Le directeur régional de la BAD, Gabriel Negatu, a rappelé qu'une stratégie spécifique à la région Océan Indien a été adoptée, ciblant 3 champs d'intervention prioritaires : le renforcement des capacités institutionnelles, le développement d'infrastructures régionales tenant compte des contraintes insulaires de la région et la réponse aux catastrophes naturelles et aux pandémies. Déjà deux projets sont à l'étude : un projet Recherche et innovation (pour un montant de 34 M US\$) et une phase II du projet de lutte contre VIH/SIDA. Pour optimiser son aide à la COI, la BAD va ouvrir prochainement un bureau régional à Maurice.

Le Secrétaire général du COMESA, M. Sindiso Ngwenya, rappelant la décennie de coopération étroite et complémentaire tissée avec la COI, a confirmé que la Tripartite était un marché plein d'opportunités à saisir, avec 26 pays, près de 600 millions d'habitants, représentant un PIB cumulé de 1,2 milliards de USD.

Après les signatures des conventions de financement au State House, la passation du drapeau s'est faite entre Jean-Paul Adam et son successeur Mohamed Bakri, le chef de la diplomatie comorienne, qui n'a pas caché son émotion. « L'émotion que procure la présidence de notre Organisation, me donne une réelle ambition d'accompagner dignement toutes les bonnes volontés qui se mobilisent chaque jour davantage pour défendre et promouvoir l'indianocéanie, les intérêts économiques de l'espace commun COI, et entretenir un partenariat bénéfique et efficace avec d'autres espaces institutionnels et géographiques du monde ».